

BULLETIN DE LIAISON

Votre bulletin actu

A LA UNE

ACTUALITÉS

> *Actualité Environnement*

- Rapport du CGAAER après 20 ans de plans éco-phyto, entre bilans et recommandations

> *Actualité Sociale*

- Un nouvel accord national applicable au 1er octobre 2026
- Une enquête auprès des arboriculteurs pour mieux anticiper les besoins en emploi

> *Actualité Filière*

- Fruits d'été : une campagne globalement dynamique, malgré les disparités et la canicule
- Pomelo de Corse : une production exigeante et de plus en plus étalée

> *Actualité Filière*

- Raisin sud-africain chez Lidl : la FNPFruits hausse le ton

> *Actualité Réglementaire*

- REP emballages professionnels : la mise en oeuvre reportée au 1er janvier 2027

> *Actualité Economique*

- Zespri détourne le pilulier pour encourager la consommation quotidienne de kiwis

VU DANS LES MÉDIAS

AGENDA

A LA UNE

Arboriculture : la FNPFruits alerte la Ministre sur une saison 2026 sous très haute tension

Le 14 août 2026, la Présidente de la FNPFruits, Françoise Roch, a adressé un courrier à Annie Genevard, ministre de l'Agriculture, pour alerter sur la situation critique de l'arboriculture française et demander des mesures de soutien urgentes. Voici ce qu'il faut en retenir.

Une année climatique hors normes

Grêle répétée, vents violents, sécheresse prolongée, canicules à répétition : les vergers français ont cumulé cette année presque tous les aléas climatiques possibles. Résultat, des brûlures sur les fruits, des difficultés de grossissement et des tonnages commercialisables en net recul.

Plus inquiétant encore, la mortalité dans les jeunes plantations atteint des niveaux alarmants. Ces dégâts ne pèsent pas seulement sur la récolte 2026 : la période coïncide avec l'induction florale, ce qui fait craindre un impact direct sur la floraison et la récolte 2027.

Des pertes qui varient fortement selon les productions

Les chiffres communiqués, encore provisoires, donnent la mesure de la crise. Pour de nombreuses productions, l'impact économique dépasse la seule perte de tonnage : les petits calibres, plus fréquents avec la chaleur, sont systématiquement moins bien valorisés par l'aval.

Des outils de protection à bout de souffle

L'assurance récolte et l'Indemnité de Solidarité Nationale (ISN), censées protéger les exploitations face à ces aléas, sont aujourd'hui jugées insuffisantes et dépassées. Le barème de référence de l'assurance récolte n'a jamais été réévalué et ne correspond plus aux prix réels du marché. Pire, la répétition des accidents climatiques dégrade mécaniquement le rendement historique des exploitations, ce qui exclut de fait de nombreuses entreprises sinistrées du bénéfice de l'ISN, alors même que leurs cotisations ont augmenté depuis la mise en place du dispositif.

La valorisation continue d'échapper aux producteurs

Le courrier pointe aussi un déséquilibre structurel avec l'aval de la filière. Quand les prix à la consommation augmentent, cette hausse ne se répercute pas suffisamment sur les producteurs, qui absorbent l'essentiel des charges et des efforts. Les distributeurs refusent notamment de revaloriser les fruits de petit calibre, tout en mettant en concurrence permanente les fruits français avec des origines étrangères soumises à des contraintes moindres.

Le chiffre du Jour

1,49 EUROS, C'EST LE PRIX DE LA BARQUETTE DE 500 GR DE RAISIN ROSE SANS PÉPINS ORIGINE AFRIQUE DU SUD VENDU CHEZ LIDL, À PARTIR DU 20 AOÛT, ALORS QUE LE RAISIN FRANÇAIS EST EN PLEINE RÉCOLTE !

L'emploi de la filière fragilisé

La hausse du coût du travail pèse lourdement sur des entreprises déjà en difficulté, menaçant emplois permanents et saisonniers.

Nos demandes

Le courrier formule une série de propositions concrètes :

- Réévaluer le barème de référence des prix de l'assurance récolte, pour qu'il reflète la réalité du marché ;
- Réévaluer le taux d'indemnisation de l'ISN et revenir au seuil initial de 45% (contre 31,5% actuellement), et mettre à jour un barème gelé depuis 2022 ;
- Neutraliser l'effet de la répétition des aléas climatiques sur le calcul du rendement historique, pour ne plus exclure les exploitations sinistrées des indemnisations ;
- Imposer à l'aval de la filière une revalorisation loyale des fruits, y compris de petit calibre, et sanctionner les pratiques abusives (pressions, ristournes cachées, réfections de prix a posteriori, arrêts d'achat) ;
- Renforcer la prise en charge des cotisations sociales pour l'emploi saisonnier et permanent, et indexer les allègements de charges sur le SMIC pour les permanents ;
- Étudier en urgence un dispositif de type TODE pour les salariés permanents ;
- Réviser l'explosion des coûts liés à la réglementation (phytosanitaires, TURPE électricité) et à la concurrence déloyale sur le coût du travail ;
- Soutenir financièrement la protection des cultures et le renouvellement des vergers, via aides publiques ou outils fiscaux.

La profession attend désormais une réponse rapide, à la hauteur d'une situation que le courrier qualifie lui-même de « gravité exceptionnelle » — avec des conséquences qui pourraient se prolonger jusqu'à la récolte 2027.



LES ACTUALITÉS DE LA SEMAINE

> Actualité Environnement

Rapport du CGAAER après 20 ans de plans écophyto, entre bilans et recommandations

Début juillet, le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) a publié un rapport sur les 20 ans de plans Ecophyto. Pour information, cette instance nationale assure des missions de conseil, d'expertise, d'évaluation, de prospective, d'audit ou d'inspection contrôle, en appui à la ministre de l'Agriculture.

Ainsi, il préconise **plusieurs recommandations pour gagner en efficacité**, considérant qu'il est difficile d'engager « la plus grande part des exploitants » dans la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires. Pour ce faire, il préconise de « **renforcer le niveau régional dans l'animation des collectifs d'agriculteurs (GIEE, fermes Dephy...)** ». Il propose que la priorité d'Ecophyto soit « **le déploiement de nouvelles pratiques et de nouveaux itinéraires techniques** » dans les exploitations, ainsi **que l'Etat mobilise les leviers financiers que sont principalement les financements publics ou la fiscalité** « pour améliorer nettement la compétitivité des solutions agroécologiques performantes ».

Des recommandations intéressantes si elles étaient effectivement suivies des faits...rappe-
lons que la FNPFRuits milite depuis des années pour l'expérimentation et le développement de l'ozone, de la micro-injection ou de la technique de Pulvéfix, et que nous attendons toujours le feu vert du Ministère !

ÉCOPHYTO
RÉDUIRE ET AMÉLIORER
L'UTILISATION DES PHYTOS

> Actualité Sociale

Une enquête auprès des arboriculteurs pour mieux anticiper les besoins en emploi

Dans le cadre d'une étude de gestion prévisionnelle des emplois (GPE) actuellement réalisée par la FNPF, **une enquête vous a été proposée afin de mieux identifier leurs besoins et leurs difficultés en matière d'emploi, de recrutement et de fidélisation des salariés.**

Quelques minutes suffisent pour répondre à ce questionnaire en ligne et la participation de chacun est essentielle pour mieux faire connaître les enjeux de l'emploi en arboriculture et construire des réponses adaptées aux besoins de la filière.

[Accéder au questionnaire en ligne en cliquant ici.](#)



Un nouvel accord national applicable à partir au 1er octobre 2026

L'arrêté d'extension de l'accord national interbranche agricole du 10 février 2026, consacré à l'amélioration des conditions de travail et d'emploi en agriculture, a été publié au Journal officiel le 7 août 2026.

Conformément aux dispositions prévues par l'accord, **celui-ci entrera en vigueur** au premier jour du trimestre civil suivant la publication de son arrêté d'extension, soit **le 1er octobre 2026**. Des compléments d'information seront communiqués au cours du mois de septembre afin de préciser les modalités d'application de cet accord.



> Actualité Filière

Fruits d'été : une campagne globalement dynamique, malgré les disparités et la canicule

La campagne estivale des fruits à noyau se poursuit dans d'assez bonnes conditions malgré les conditions météorologiques subies (voir article « A la une »). **Abricots et pêches-nectarines affichent une belle dynamique commerciale**, avec une demande toujours soutenue et des fruits de qualité. **La saison de l'abricot touche à sa fin**, avec encore de beaux volumes commercialisés sur les variétés tardives, tandis que les pêches et nectarines, désormais en pleine saison, bénéficient de ventes particulièrement encourageantes et de nouvelles opérations promotionnelles attendues autour du 15 août.

Côté prunes, toutes les variétés sont désormais présentes et la gamme française est complète.

Mirabelles, Reine-Claude, prunes jaunes, rouges et bleues affichent une bonne qualité et des taux de sucre satisfaisants. Le marché monte progressivement en puissance, avec **100 % d'offre française en GMS** et plusieurs mises en avant prévues dans les prochaines semaines.

Le raisin de table entre également dans sa pleine saison. L'offre est au rendez-vous et la qualité reste satisfaisante malgré les fortes chaleurs.

Toutefois, l'arrivée précoce de la production et la période estivale pèsent encore sur la dynamique de consommation. Le pic de production est attendu entre la dernière semaine d'août et la première semaine de septembre.

Enfin, la prochaine campagne de **pommes et poires s'annonce plus tendue, avec une récolte européenne annoncée en nette baisse, autour de 9 à 10 millions de tonnes, et une baisse estimée à environ 20 % pour la France**. Une situation qui nécessitera une mobilisation collective de l'ensemble de la filière pour construire une campagne équilibrée et répondre aux attentes des consommateurs.



Pomelo de Corse : une production exigeante et de plus en plus étalée

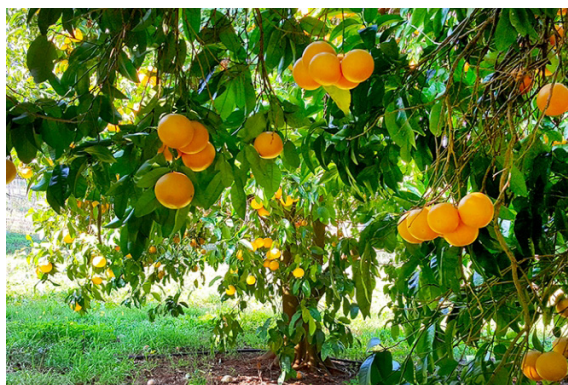
Bénéficiant d'une IGP depuis 2014, le **Pomelo de Corse poursuit son développement malgré les nombreux défis** auxquels sont confrontés les producteurs. À Lucciana, près de Bastia, Marie-Laure Monteil cultive 16 hectares de pomelos IGP en agriculture biologique, pour une production habituelle de 700 à 800 tonnes. Cette année, elle devrait toutefois avoisiner les 500 tonnes, notamment en raison des conditions météorologiques lors de la floraison.

Cultivé exclusivement en variété Star Ruby, le pomelo reste près d'un an sur l'arbre, avec des récoltes qui débutent désormais dès janvier ou février et peuvent se poursuivre jusqu'à l'été. Une commercialisation au fil de la demande qui permet de privilégier fraîcheur et qualité, mais nécessite un suivi attentif et une main-d'œuvre disponible.

La productrice souligne également **la pression croissante des ravageurs et l'imprévisibilité des conditions de production**. Piégeage massif, lutte biologique et lâchers d'auxiliaires font partie des solutions mobilisées par la filière pour protéger les vergers.

En 2025, **225 hectares sont engagés dans l'IGP Pomelo de Corse, dont 87 en bio**. La production insulaire reste stable, avec 7 755 tonnes apportées en station l'an dernier, dont 5 599 tonnes commercialisées et 4 750 tonnes sous IGP. Malgré les contraintes, la demande pour les produits locaux reste porteuse et entretient l'optimisme des producteurs corses.

Source : Réussir Fruits et légumes



> Actualité Filière

Raisin sud-africain chez Lidl : la FNPFruits hausse le ton

Alors que la campagne française de raisin de table bat actuellement son plein, **Lidl annonce, dans son catalogue, la commercialisation dès le 20 août de raisin rosé sans pépins en provenance d'Afrique du Sud**. Pour la FNPFruits, cette décision est tout simplement incompréhensible.

Et ce n'est pas la première fois. **Mi-juillet, l'enseigne proposait déjà des abricots turcs en pleine saison française**, malgré l'alerte lancée par les producteurs. Quelques semaines plus tard, le constat est le même : les engagements affichés par Lidl en faveur de l'agriculture française peinent à se traduire dans les rayons.

Plus inquiétant encore, les producteurs constatent dans certains magasins une présence massive de fruits italiens et espagnols, **jusqu'à représenter les deux tiers du linéaire**. **La FNPFruits le dit clairement : la souveraineté alimentaire ne peut pas être un argument marketing. On ne peut pas se revendiquer partenaire des agriculteurs français tout en faisant la promotion de fruits importés lorsque la production française est disponible. Nous ne laisserons pas les distributeurs tenir un double discours. Les producteurs français attendent des actes, pas des slogans. Et si le dialogue et la pédagogie ne suffisent pas, les arboriculteurs sauront prochainement passer à l'étape suivante.**



> Actualité Réglementaire

REP emballages professionnels : la mise en oeuvre reportée au 1er janvier 2027

Initialement prévue au 1er juillet 2026, **la mise en œuvre opérationnelle de la filière REP pour les emballages professionnels est reportée au 1er janvier 2027**. Le ministre délégué chargé de la Transition écologique, Mathieu Lefèvre, estime que les conditions ne sont pas encore réunies pour un déploiement efficient de cette nouvelle obligation.

Ce report doit notamment permettre de clarifier les opérateurs concernés, d'achever les travaux techniques sur la traçabilité et de donner davantage de visibilité aux entreprises. Les éco-organismes agréés devront publier **dès septembre leurs barèmes pour 2027**, tandis que les incertitudes sur **les obligations applicables devront être levées par l'administration au plus tard à cette même échéance**.

Pour les acteurs de la filière fruits, ce délai doit permettre d'anticiper cette nouvelle charge et d'intégrer ses conséquences dans les modèles économiques. L'objectif affiché reste une adhésion des opérateurs concernés aux éco-organismes d'ici fin 2026, pour une **REP pleinement opérationnelle au 1er janvier 2027**.

La filière fruits et légumes porte depuis longtemps certaines demandes et continue à le faire, d'autant que l'actualité européenne sur le sujet évolue également.

- **Simplifier fortement le dispositif**, afin de garantir une mise en œuvre réaliste et proportionnée pour une filière composée majoritairement de TPE/PME, déjà soumise à de fortes contraintes opérationnelles.

- **Reconnaître les emballages de la filière fruits et légumes comme des emballages de transport**, compte tenu de leur fonction principale de manutention, sécurisation et acheminement des produits frais.

- **Faire porter prioritairement la déclaration sur les fabricants/fournisseurs d'emballages de transport**, plutôt que sur les utilisateurs finaux, afin d'améliorer la simplicité, la lisibilité et la sécurité juridique.

- **Harmoniser les règles au niveau européen**,

- **Clarifier la notion de producteur au sens de la REP** notamment les définitions et les responsabilités respectives des fabricants, producteurs et autres opérateurs économiques et **éviter les doubles déclarations**, en particulier pour les flux transfrontaliers, les produits transitant par plusieurs États membres ou réorientés vers un autre marché.



> Actualité Economique

Zespri détourne le pilulier pour encourager la consommation quotidienne de kiwis

À Singapour, Zespri mise sur la créativité pour encourager la consommation quotidienne de fruits. **Le spécialiste du kiwi a lancé « The Fruit Pillbox », un emballage en carton inspiré des piluliers : chaque compartiment correspond à un jour de la semaine et invite ainsi à consommer un kiwi quotidiennement.**

Une initiative qui s'appuie sur le principe du « nudge », ou marketing incitatif, pour faire évoluer les habitudes sans contrainte. Selon une étude commandée par Zespri, plus de la moitié des Singapouriens ne mangent pas de fruits tous les jours, tandis que 93 % déclarent vouloir en consommer davantage.

Fabriquée à partir de matériaux recyclables et d'encre végétale, cet emballage a été lancé en édition limitée dans certains magasins FairPrice Finest pour un test pilote. Une idée originale qui montre **que le packaging peut aussi devenir un véritable outil de communication et d'incitation à la consommation de fruits.**



VU DANS LES MÉDIAS



Le 3 août à 12:52 · 🌐

La saison de la prune bat son plein. Malgré les fortes chaleurs, la filière française s'adapte et reste pleinement mobilisée pour garantir la continuité des approvision... [En voir plus](#)



Interfel - Association interprofessionnelle des fruits et légumes frais
17 060 abonnés
2 j · 🌐

[Concours Les Remarquables] 🏆

👉 C'est quoi un lauréat #LesRemarquables quand on est primeur? ... plus



20 h · 🌐

🚨 SÉCHERESSE : LA FNSEA DEMANDE UN PLAN DE SOUTIEN MASSIF

Sur BFMTV ce jeudi, Hervé Lapie, secrétaire général de la FNSEA, a alerté sur la trésorerie des exploitations. Maraîchers, arboriculteurs, éleveurs, grandes cultures : toute la profession agricole est impactée.

Sur l'eau, un ordre de grandeur à retenir :

- ✓ 500 milliards de m³ de pluie tombent chaque année en France
- ✓ 200 milliards sont efficaces
- ✓ L'agriculture en prélève 5

👉 Doubler la capacité de stockage sécuriserait la continuité de nombreuses exploitations.

L'eau est un bien commun. Elle se partage entre l'eau potable, l'industrie, l'agroalimentaire, les voies fluviales et l'alimentation. Encore faut-il accepter de la stocker quand elle tombe en excès. 🌧️

Le replay 📺

#Agriculture #FNSEA #Sécheresse #eau [Voir moins](#)



Gil Rivière-Wekstein

7 août à 08:01 · 🌐

Mythe n°1 : «Les agriculteurs gaspillent l'eau.»

Gaspiiller, c'est perdre sans contrepartie. Alors suivons l'eau d'irrigation, et cherchons où elle se perd.

Une part devient de la nourriture. Elle est incorporée à la plante, on la retrouve dans le blé, le maïs, les fruits et les légumes, puis dans le lait et la viande quand elle passe par le fourrage.

Une part rejoint les sols, les nappes et les rivières. Elle s'infiltre, recharge la ressource, et entretient la vie du sol (vers de terre, champignons, bactéries) qui s'arrête dès que le sol se dessèche.

Et 75% repartent à l'atmosphère par évapotranspiration, forment des nuages et retombent en pluie.

Nourriture, sols, atmosphère. Aucune de ces trois destinations n'est une perte.

Zéro perte, donc zéro gaspillage.

Pour mémoire, sur les 29,4 milliards de m³ prélevés en France en 2023 : centrales électriques 45%, canaux de navigation 20%, eau potable 18%, agriculture 10%, industrie 7%. Les canaux prélèvent deux fois plus que toute l'agriculture française – et personne ne demande de les fermer.

Un dernier point, parce qu'on vous opposera ce chiffre : l'agriculture représente 61% de l'eau consommée en France. C'est exact, et ça ne contredit rien.

Prélever, c'est puiser dans le milieu. Consommer, c'est ne pas y restituer l'eau directement. Sur les prélèvements, l'agriculture pèse 10%. Sur la consommation nette, 61%, parce qu'elle est le seul usage dont l'eau repart dans la plante et dans l'atmosphère plutôt que dans un tuyau de rejet. Ce chiffre ne dit pas que l'agriculture détruit l'eau. Il dit qu'elle la transforme en nourriture et la rend au cycle, pas au réseau.

#Irrigation #Eau [Voir moins](#)



CTIFL

17 981 abonnés
2 sem. · 🌐

#InfosCTIFL et #DFL - Une nouvelle variété de poire, ce n'est pas seulement un nouveau fruit. 🍏 C'est toute la filière qui doit s'adapter : conduite du verger, qualité, conservation, affinage et mise en marché. ... plus



Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

1 j · 🌐

Renouveler les générations, c'est préparer l'avenir de notre agriculture.

Nouveaux installés, filières concernées... Découvrez les chiffres clés de l'installation en agriculture dans ce [#JeuInfographie](#) 📊 [Voir moins](#)



[Cliquez ici pour voir l'interview](#)



AGENDA

FNP Fruits

21 août : Réunion des associations spécialisées réseau FNSEA

25 août : Journée abricots à Balandran (CTIFL)

27 août : Journée lancement de campagne pommes et poires

31 août : Groupe de travail emballages et logistique

7 septembre : COPIL rencontre technique commerce de détail

9 septembre : Comité RSE Interfel

15 septembre : Comité bio internet Interfel

16 septembre : Commission communication Interfel



fnpfruits.fr

